



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Mardi 19 juin 2012
Numéro 115

Médiarama, www.alintiqad.com

Titres des journaux

As Safir (Nationaliste arabe)

Obama et Poutine: entente sur une solution politique qui empêche la guerre civile en Syrie

An Nahar (Proche du 14-Mars)

L'aéroport otage, mobilisation des camps contre l'armée. La catastrophe des coupures d'électricité frappe toute les régions

Al Akhbar (Quotidien de gauche)

L'obscurité souveraine

Al Joumhouria (Propriété d'Elias Murr)

Le gouvernement en vacance

L'Orient-Le Jour (Proche du 14-Mars)

Electricité: plus qu'une faillite, un crime

Al-Watan (quotidien syrien non-étatique)

Al-Mokdad: les terroristes ne peuvent pas résister à l'Etat

Al Hayat (Quotidien saoudien)

Le serviteur des Lieux Saints choisit Salman comme héritier du trône et Ahmad au ministère de l'Intérieur

Al Quds al-Arabi (Edité à Londres)

Les Frères proclament une «victoire difficile» et l'armée «l'avorte constitutionnellement»

L'événement

Les Libanais entre l'obscurité et les incidents sécuritaires «suspects»

Les Libanais sont excédés par les coupures de courant et la multiplication des incidents sécuritaires, qui, ajoutées aux difficultés économiques grandissantes, transforment leur quotidien en véritable enfer.

Pour la première fois depuis 1975, une coupure du courant électrique a plongé la totalité du Liban dans le noir, y compris Beyrouth, alors que le pays suffoque sous une chaleur étouffante. Avec la poursuite du rationnement draconien (plus de 22 heures de coupure par jour), des habitants en colère ont bloqué routes et autoroutes, tout au long du week-end, du Nord au Sud, du littoral à la Békaa. Même la route de l'aéroport a été fermée pendant trois heures, perturbant les horaires des vols.

Les affrontements entre l'Armée libanaise et des Palestiniens ont alourdi ce climat déjà très tendu.

Tout a commencé à Nahr al-Bared (Liban-Nord), vendredi, lorsqu'un adolescent palestinien a été tué par balle et plusieurs autres ont été blessés lors d'un contrôle d'identité qui a dégénéré. Dimanche, lors des funérailles, les affrontements ont repris, faisant un mort et une douzaine de blessés. L'armée a été contrainte d'ouvrir le feu lorsqu'une foule en colère a incendié un véhicule blindé et tenté de prendre d'assaut un poste militaire. Des groupes de Palestiniens en armes, «lésés ou infiltrés», selon un communiqué de l'armée, ont jeté des pierres et des cocktails Molotov en direction d'un des postes de l'armée, à l'entrée du camp. L'armée a d'abord utilisé des bombes fumigènes et des balles en caoutchouc, avant de recourir aux balles réelles. Le communiqué exhorte les Palestiniens «à ne pas se laisser exploiter politiquement par telle ou telle partie» et de respecter les accords conclus entre leurs leaders et le commandement de l'armée. Ces accords prévoient l'allègement significatif des mesures de sécurité autour des camps à partir de fin juillet, avec le début du mois de Ramadan. L'entrée à Nahr al-Bared nécessite, rappelle-t-on, un sauf-conduit délivré par l'armée, et ce depuis la guerre contre le groupe extrémiste Fatah al-Islam, en 2007, qui a fait 500 morts, dont 173 officiers et soldats.

Lundi soir, les affrontements se sont transposés à Aïn el-Héloué, où un Palestinien a été tué et plusieurs autres blessés dans des attaques contre les positions de la troupe.

Le commandant en chef de l'Armée libanaise, le général Jean Kahwagi, a qualifié la situation de «critique». «L'armée ne se laissera pas dévier de sa mission», a-t-il dit au quotidien As Safir, appelant tous les Libanais à être partenaires de la mission visant à sauver le Liban. Le général Kahwagi a lancé une mise en garde contre les tentatives de «fabriquer des tensions». «Les unités de l'armée remplissent leur mission à travers le Liban, mais les incidents fabriqués ici et là sont suspects», a-t-il dit. «A chaque fois que l'armée s'occupe d'un incident quelque part, un autre incident survient ailleurs. Comme si un maestro organisait tout cela secrètement. L'objectif est clair. Il s'agit d'occuper la troupe avec des incidents secondaires afin de maintenir une situation de tension dans le pays», a-t-il conclu le général Kahwagi.

Al Akhbar

Nasser Charara, journaliste libanais indépendant

Un haut responsable politique libanais a révélé avoir reçu une mise en garde d'un chef d'Etat arabe contre des tentatives qui viseraient à impliquer la «démographie des réfugiés palestiniens» dans une discorde interne au Liban, dans le but de torpiller la trêve en vigueur et de rattacher la scène libanaise aux événements qui secouent la Syrie.

Ce haut responsable, qui affirme détenir des informations «sûres et crédibles», a demandé au chef de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, de lui dépêcher un émissaire pour le tenir au courant.

Effectivement, Azzam Al-Ahmad est arrivé à Beyrouth, il y a quelques semaines, et le haut responsable politique lui a communiqué les informations qui sont en sa possession ainsi que ses appréhensions. Il lui a demandé de les transmettre à Abbas afin qu'il s'associe aux efforts libano-palestiniens pour lutter contre ce plan.

Dans ce contexte, des informations parvenues de certains camps palestiniens font état de l'arrivée à Ain el-Héloué et dans d'autres camps du Nord et de Beyrouth d'un grand nombre d'éléments salafistes de diverses nationalités. Des responsables libanais craignent que cette activité soit liée aux informations indiquant que le Liban pourrait être la cible, dans un proche avenir, d'une fitna interne dans laquelle seraient impliqués les Palestiniens. Ces mêmes sources ajoutent que des éléments soupçonnés d'appartenir à Al-Qaïda sont récemment arrivés dans le quartier Tawarek, à Ain el-Héloué, et sont soumis, quotidiennement, à un entraînement dans une école, portant sur le maniement des armes et sur le jihad contre «l'ennemi proche». Il s'agit d'une doctrine théologique visant à justifier les affrontements internes.

Des sources palestiniennes attirent l'attention sur la nécessité de prendre en compte, lors du règlement des incidents dans les camps, l'existence de certaines parties qui s'emploieront à faire échec aux solutions et à étendre les combats à d'autres régions.

Les mêmes sources affirment avoir dernièrement reçu des propositions de convaincre les réfugiés à accepter le passeport de l'Autorité palestinienne, ce qui constituerait un premier pas vers l'implantation des Palestiniens au Liban. Par ailleurs, lors des incidents de Tripoli, des convois d'hommes armés ont tenté de pénétrer à Baddaoui, dans une tentative claire d'entraîner ce camp dans les combats qui secouent la ville.

Enashra.com (Site d'information libanais indépendant)

L'ancien ministre de la Justice, Ibrahim Najjar, estime que les responsables libanais sont parfaitement conscients des menaces qui guettent le Liban à cause des événements régionaux. Aussi, doivent-ils, en plus de la politique de dissociation mise en œuvre actuellement, traiter tous les développements d'une manière réfléchie et sage, a-t-il dit avant d'ajouter: «Les incidents sécuritaires qui ont lieu dans plusieurs régions n'auront pas de répercussions sur la situation générale. Il suffit de voir comment se comportent le Hezbollah ainsi que le président de la République, le commandant en chef de l'armée et le Premier ministre, pour constater une grande sagesse dans l'action politique.»

L'ancien ministre affirme qu'en dépit des secousses qui ont lieu ça et là, il n'y aura pas d'embrasement généralisé car il n'y a pas de décision internationale de provoquer la destruction du Liban, comme en 1975.

ILS ONT DIT...

Mohammad Raad, chef du bloc parlementaire du Hezbollah

“ **Le dialogue est une nécessité** parce qu'il renforce le Liban et trouve des solutions aux crises qui secouent le pays. Les incidents du Nord "menacent la sécurité et la stabilité de tout le pays.

Sleiman Frangié, chef du Courant des Maradas, député de Zghorta (majorité)

“ **Le complot ne fait aucune distinction** entre une partie et une autre, ni entre opposition et majorité. Nous devons en tant que chrétiens continuer de croire en Dieu, en l'Église et en notre terre, afin de pouvoir résister et perdurer. Ce qui nous importe est que les chrétiens se répandent et élargissent leur présence. Nous sommes les fils de cette région, dont nous reflétons l'épanouissement. La politique est variable, mais l'histoire reste constante, comme celle des chrétiens, et avec eux tous les habitants du Liban-Nord. La période est certes difficile et les prochains jours le seront encore plus, mais tant que nous nous attachons aux valeurs chrétiennes, nous subsisterons.

Adnane Mansour, ministre libanais des Affaires étrangères

“ **En Syrie, il y a une recrudescence** des violences qui menace l'unité du pays ainsi que les composantes de son tissu social et confessionnel. Est-ce dans l'intérêt du Liban d'être en faveur d'une partie contre l'autre? Nous voulons simplement la préservation du tissu national syrien car il y va de l'intérêt du Liban. Nous souhaitons que les Libanais soient à la hauteur de ce défi et ne prennent pas les choses sous l'angle personnel, en donnant la priorité à l'intérêt national de leur pays. Il faut protéger le Liban contre les tendances extrémistes, le fanatisme et tous ceux qui veulent l'entraîner dans un camp contre l'autre. L'afflux des éléments armés dans un sens ou dans l'autre n'est nullement dans notre intérêt. Si nous créons un coin pour l'opposition syrienne sur notre territoire, nous serons en train de refaire l'expérience du camp Achraf en Irak.

Navires russes en Syrie

La Russie se prépare à envoyer deux navires de guerre amphibies avec des marins vers le port de Tartous en Syrie, seule base navale russe en Méditerranée, a indiqué lundi une source de l'état-major de la marine russe, citée par l'agence Interfax. Les deux navires vont transporter un «important» groupe de marins, selon Interfax. Il s'agit d'une mission extraordinaire». En cas de nécessité, cette mission sera capable d'assurer la sécurité de citoyens russes et évacuer une partie des équipements russes dans le port de Tartous. Le commandant adjoint des forces aériennes russes, Vladimir Gradousov, a pour sa part déclaré que des avions étaient prêts à protéger les navires de guerre. Selon lui, une telle opération pourrait être organisée pour évacuer les citoyens russes de la zone du conflit.

Sommet islamo-chrétien

Un sommet islamo-chrétien a été organisé lundi à la mosquée Mohammad el-Amine au centre-ville de Beyrouth, à l'invitation du mufti de Tripoli et du Nord, cheikh Malek Chaar, avec la participation de l'Église anglicane des États-Unis. Les débats étaient placés sous le thème «Comment musulmans et chrétiens font la paix». L'évêque grec-catholique de Zahlé et de Ferzol, Issam Darwiche, a déploré l'exode des chrétiens. «L'exode des chrétiens signifie que la société arabe deviendra uniforme et que le Moyen-Orient deviendra une société arabe musulmane», a-t-il. «Si l'Orient se vide des chrétiens, cela ouvrira la voie à un conflit destructeur islamo-chrétien», a-t-il dit.

As Safir

Les délibérations russo-occidentales autour de la crise syrienne sont arrivées hier à leur apogée, avec le sommet entre le président américain Barack Obama et son homologue russe Vladimir Poutine, en marge du G20 à Los Cabos (Mexique). A l'issue du sommet, les deux dirigeants ont appelé à un «arrêt immédiat des violences» et le début d'un processus politique transitoire. Pendant ce temps, la suspension de l'action des observateurs en Syrie a donné l'occasion à une multiplication des appels pour une évolution du plan de Kofi Annan, dont les contours devraient se préciser lors du témoignage devant le Conseil de sécurité, aujourd'hui, du chef des observateurs, Robert Mood.

Par ailleurs, As Safir a appris que la conseillère du président syrien, Boutheina Chaabane, se trouve à Moscou depuis deux jours dans le cadre d'une visite non annoncée, pour des entretiens avec les responsables russes.

Après sa rencontre avec le président américain, M. Poutine a annoncé avoir trouvé de «nombreux points d'accord» avec M. Obama sur la façon de régler la crise syrienne. Il a ajouté que les discussions vont se poursuivre. Dans un communiqué conjoint, les deux présidents se sont dit en outre «unis dans l'idée que le peuple syrien devrait pouvoir choisir son avenir de façon indépendante et démocratique».

Assis côte à côte, les deux présidents avaient une mine sérieuse. M. Obama a dit: «Nous sommes tombés d'accord sur la nécessité de mettre un terme à la violence et de trouver une solution politique pour empêcher la guerre civile et les événements effroyables que nous avons vus ces dernières semaines. Nous nous sommes engagés à œuvrer avec d'autres acteurs internationaux, dont les Nations unies et Kofi Annan, ainsi que toutes les parties soucieuses de trouver une solution à ce problème.»

Ria Novosti (Agence de presse russe)

La deuxième journée de négociations entre Téhéran et les six médiateurs sur le dossier nucléaire iranien a débuté à Moscou, aucun commentaire n'a été émis pour le moment par les participants.

Un nouveau round de négociations a débuté lundi dans la capitale russe. La chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton y participe en tant que représentante principale des Six (Russie, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Chine et Allemagne). Le secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale Saïd Jalili représente l'Iran. Le vice-ministre des Affaires étrangères Sergueï Riabkov fait partie de la délégation russe.

Les négociations de Moscou sont plus constructives que les discussions qui ont eu lieu fin mai à Bagdad, avait déclaré aux journalistes Michael Mann, porte-parole de Catherine Ashton.

«Bien qu'elles n'aient pas été faciles, les négociations ont néanmoins été plus intenses et se sont déroulées dans une atmosphère plus sereine. Ce n'était pas une réplique de la rencontre de Bagdad. Il y a eu un échange de vues, même si les avis ont divergé. Cette fois-ci, la discussion a été plus nourrie», a affirmé M. Mann à l'issue du premier jour de négociations.

«Nous sommes tous mieux préparés à la discussion et nos positions sont plus coordonnées. A Bagdad, nous avons fait suffisamment de propositions à l'Iran. Ils [les Iraniens] ont répondu à ces propositions, mais ils nous ont dans le même temps posé beaucoup de questions», a indiqué le diplomate.

«Pour le moment, aucune solution n'a été formulée», a conclu le porte-parole de Mme Ashton.